

honorables amis qui siègent à notre gauche parlent des producteurs de gaz de l'Alberta.

Une voix: Et des consommateurs.

M. Zaplitny: ... et des consommateurs aussi, bien entendu. Il y a alors lieu de se demander: Si la population du Canada est appelée à trouver 130 millions de dollars pour financer ce pipe-line, qui devrait en être propriétaire une fois qu'il sera construit? C'est là une importante question. C'est là le nœud du problème. C'est là la question fondamentale à laquelle il faut répondre ici; on ne peut la trancher en un moment. Elle exige une étude approfondie, sans bâillon, car c'est une des plus graves décisions que notre parlement aura sans doute à prendre au cours de ce demi-siècle.

Songez un instant à ce qui s'est produit. Par le passé, des ressources canadiennes ont été cédées à des particuliers sans qu'on y réfléchisse trop; un demi-siècle plus tard, les gens ont regretté ce qui avait été fait alors, mais il était impossible d'y remédier. Nous avons, dans l'histoire du Canada, de nombreux exemples de cas où on a plus tard regretté d'avoir cédé trop rapidement les ressources canadiennes à des particuliers parce que la chose présentait alors des avantages illusoires.

Qu'est-ce que le Gouvernement demande au Parlement? Il nous demande, à notre titre de représentants de la population, de prier nos commettants, les gens qui nous ont envoyés ici, de verser environ \$9 chacun,—car cette proposition entraînera une dépense d'environ \$9 pour chaque homme et enfant au pays,—à la *Trans-Canada Pipe Lines*, qui est un monopole privé.

Pour ma part, monsieur le président, même si la *Trans-Canada* était en mesure d'aménager ce pipe-line avec ses propres fonds, sans l'aide du trésor public, j'affirmerais toujours que le pipe-line doit être la propriété de l'État, car j'estime qu'il est ni sage ni prudent et que nous n'avons pas le droit de céder les biens de la population canadienne à un monopole privé, afin qu'il exploite nos municipalités et les consommateurs canadiens pendant le prochain siècle.

N'oublions pas que nous n'aménageons pas ce pipe-line pour demain, ni pour l'an prochain ni pour les cinq prochaines années. Il durera une centaine d'années ou plus. Nous espérons que c'est vrai en ce qui concerne notre pays, car il s'agit d'une initiative importante. Pour ma part, je ne serais pas satisfait même si la *Trans-Canada* pouvait aménager ce pipe-line par ses propres moyens, ne croyant pas à la sagesse d'accorder un monopole à une entreprise privée pour qu'elle exploite un service d'utilité publique. Mais la situation est infiniment pire que cela, parce

que le Gouvernement nous demande de prier nos contribuables de fournir \$9 par tête pour aider une société privée à établir un monopole privé en notre pays, et le Gouvernement se demande pourquoi l'opposition a réagi avec tant de violence contre la mesure qu'il a présentée à la Chambre. Que diraient les contribuables? Par exemple, ma circonscription compte environ 50,000 habitants. Je devrais donc leur dire que le Gouvernement leur demande de faire don de \$450,000 à une société privée pour qu'elle aménage un pipe-line qui lui assurera un monopole au Canada. Que me répondrait-on?

M. Hansell: Il ne s'agit pas d'un cadeau; ne perdez pas la tête.

M. Zaplitny: J'aurai quelque chose à dire à mes amis créditistes dans un instant. L'attitude de notre parti est la seule attitude logique pour ceux qui veulent sauvegarder l'intérêt public et les droits des consommateurs. Avant longtemps, la population du Canada sera reconnaissante envers le parti qui, à la Chambre, en dépit de l'opposition combinée que forment l'importante majorité libérale et ses alliés créditistes, a su défendre un principe conforme à l'intérêt public.

Mes amis qui siègent à ma gauche ont pris la parole à l'occasion; je crois donc opportun de leur consacrer quelques minutes de mon temps. L'honorable député de Macleod, dans son discours d'hier, a formulé diverses déclarations. Je regrette d'avoir à y revenir car certains de mes amis qui siègent à ma gauche prononcent parfois en cette Chambre des paroles sensées. Le discours que l'honorable député a prononcé hier ne fait honneur ni à lui ni à son parti. Quelle était sa thèse? Il a soutenu que tous ceux qui s'opposent à la mesure que le gouvernement a présentée font le jeu des communistes.

M. Hansell: Très bien!

M. Zaplitny: L'honorable député dit "très bien", ce qui me confirme dans mon opinion.

M. Hansell: Oui monsieur.

M. Zaplitny: Je remercie l'honorable député de me confirmer dans mon opinion. Je demande à l'honorable député de Macleod s'il serait en faveur d'un pipe-line d'État au Canada.

Une voix: Non.

M. Zaplitny: L'honorable député de Macleod n'a pas répondu mais un autre député de son parti qui a moins d'expérience, a dit "non". D'après sa propre définition et sa propre logique, nous devons supposer que s'il n'est pas en faveur d'un pipe-line d'État, il fait le jeu des communistes.

Une voix: C'est parfaitement ridicule.